"La campagne truquée" dans Le Monde (20 juin 1979)

Légende: Le 20 juin 1979, le quotidien français Le Monde critique avec violence le déroulement de la campagne pour les premières élections au suffrage universel du Parlement européen et condamne les résultats du vote.

Source: Le Monde. dir. de publ. Fauvet, Jacques. 20.06.1979, n° 10 695. Paris: Le Monde.

Copyright: (c) Le Monde

URL: http://www.cvce.eu/obj/"la_campagne_truquee"_dans_le_monde_20_juin_1979-fr-cafc1db1-e99a-49d1-8665-6b9a3773b418.html

Date de dernière mise à jour: 15/09/2012

« La campagne truquée »

par Claude Bourdet

UNE campagne sans clarté s'est achevée par un vote douteux. Pourquoi ? Beaucoup à été fait, du côté du pouvoir, pour faire croire que cette élection ne changerait rien : alors pourquoi voter ? Par ailleurs, la scandaleuse loi électorale et le matraquage sélectif des médias ont assuré la représentation exclusive des grandes formations et un avantage supplémentaire au parti gouvernemental. Cela a certainement encouragé les abstentions et les votes nuls.

Mais l'absence de clarté, de courage et de franchise a probablement été l'élément le plus décevant pour l'électeur. Malgré la débauche d'affiches et le fracas des débats télévisés, les questions fondamentales ont été éludées. Personne n'a reconnu que l'État fédéral européen se construit méthodiquement depuis plusieurs années sous l'impulsion des trois partis allemands, de la Commission de Bruxelles, de la Cour de justice, et de leurs alliés en France et ailleurs. Cela aurait été pourtant l'occasion de débats passionnants. Quant à l'opposition, elle n'a pas davantage osé jouer franchement et, à sa manière, elle a contribué à faire de la campagne une molle panade, où tout était semblable à tout.

Or le traité de Rome a institué le libre-échange et le libre transfert des capitaux, qui ont fondé l'Europe du grand capital et des multinationales, et assuré la prééminence du colosse germano-occidental, de son efficace système industriel et bancaire et même de son agriculture. Il n'y a pas à en tenir rigueur aux Allemands, c'est la loi du système. Dans une telle économie ultra-libérale, le fort mange le faible. Dans ce système, aucun gouvernement éventuel au service des travailleurs ne peut disposer de la liberté d'intervention monétaire et tarifaire, et du contrôle financier indispensable à toute planification permettant de lutter contre le formidable chômage, inséparable de la restructuration capitaliste. Pour y changer quelque chose, il faudrait bouleverser de fond en comble le traité de Rome : qui y songe sérieusement, alors que la social-démocratie allemande y trouve son compte, sa propre classe ouvrière bénéficiant de certaines retombées des profits du capital ? Aucune planification « européenne » digne de ce nom n'est, par ailleurs, envisageable. En effet, dès qu'elle voudrait diriger les investissements dans l'intérêt des travailleurs, revaloriser vraiment les régions pauvres, relancer les secteurs en difficulté, elle contredirait encore plus foncièrement la logique du traité, gênerait le jeu du capital européen et mondial et, en fin de compte, nuirait à la suprématie économique de la R.F.A., que la social-démocratie n'entend pas sacrifier plus que les partis allemands de droite.

Ajoutons encore que le Parlement européen aura une majorité de droite, ce qui est dans la logique d'une institution fabriquée par le capitalisme pour son usage et que, d'autre part, par suite de l'opposition fondamentale de la social-démocratie allemande – opposition tenant à la politique intérieure allemande, – une alliance socialiste-communiste est impossible, que ce soit au plan politique ou au plan syndical. Ce serait pourtant la seule façon de renforcer tant soit peu le poids de la classe ouvrière. Alors, « l'Europe des travailleurs », c'est pour quand ?

Quant à l'Europe « indépendante » qui figurait sur les affiches de Jacques Chirac, elle procède de la même mystification. L'indépendance, à l'Ouest, cela veut dire au moins une *certaine* indépendance par rapport aux États-Unis. Mais la Grande-Bretagne, conservatrice ou travailliste, n'y songe pas. Et pour les dirigeants de la République fédérale, l'indépendance diplomatique et militaire vis-à-vis des Américains n'a pas d'intérêt, la politique de la social-démocratie se caractérisant, d'une part, par la détente avec l'Est, mais, d'autre part, par une étroite dépendance à l'égard du parapluie nucléaire américain. Sans doute, si la C.D.U.-C.S.U. vient au pouvoir, si M. F. J. Strauss exerce une influence dominante, on peut imaginer une R.F.A. menant une autre politique extérieure, appuyée sur un armement nucléaire ouest-allemand, ou camouflé sous l'alibi d'un « atome militaire européen », peut-être basé à l'origine sur la force de frappe française. Mais ce genre d'indépendance la tendrait plutôt à faire de cette « Europe » le fer de lance d'une nouvelle croisade qu'à l'orienter vers le non-alignement. Peut-être en viendrions-nous à regretter l'influence américaine.

Mais la palme de l'irréalisme doit être sans doute donnée aux affiches européennes de J.-J. S.-S. qui prônaient « L'Europe du plein emploi », alors que – voir plus haut – toute la logique du traité de Rome, que

J.-J. S.-S. ne songe pas à remettre en cause, impose une économie ultra-libérale qui développe au maximum le chômage. Il me semble que si la campagne n'avait pas été fondée sur ces faux nez et ces illusions, si les uns avaient ouvertement prôné l'Europe du libéralisme sauvage et le super-État fédéral qui en sera la consécration et le verrou, si les autres avaient osé mettre en cause le traité de Rome et l'Europe des multinationales et du chômage, qui en est la conséquence, et affirmé qu'il fallait refondre entièrement le traité ou, si c'était impossible, quitter le Marché commun et rejoindre des pays comme la Suède, la Norvège, l'Autriche, la Finlande et la Suisse, qui ne se portent pas plus mal d'être hors la C.E.E., alors oui, on aurait pu se passionner pour cette campagne.